

Présentation au Comité spécial sur la réforme électorale

Le 12 septembre 2016

John Oliver
Député d'Oakville



HOUSE OF COMMONS
CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA

Introduction

Au cours de la dernière élection, notre gouvernement a fait la promesse que 2015 serait la dernière élection à être menée selon le système majoritaire uninominal à un tour. Plus tôt cette année, la Chambre des communes a chargé le Comité spécial sur la réforme électorale de mener une étude sur d'autres modèles de scrutin, dans le but de renforcer la démocratie canadienne. Depuis, les députés de partout au pays organisent des séances de consultation dans leurs circonscriptions respectives afin de recueillir les commentaires et les idées des électeurs.

Le 12 septembre 2016, plus de 175 résidents d'Oakville se sont rassemblés au Collège Sheridan pour échanger leurs points de vue sur l'avenir des élections au Canada. Jeff Zabudsky, le président-directeur général du Collège Sheridan, animait la discussion et Mark Holland, le secrétaire parlementaire de la ministre des Institutions démocratiques, était le conférencier invité. M. Holland a ouvert la discussion en décrivant brièvement les cinq systèmes électoraux à l'étude par le Comité spécial sur la réforme électorale et a remercié tous les participants d'avoir partagé leurs idées et leurs préoccupations.

La soirée était structurée de sorte à permettre aux participants de se concentrer sur deux des six sous-sujets relatifs à la réforme électorale. Les participants pouvaient choisir deux des sous-sujets suivants pour alimenter la discussion : Démocratie inclusive, Saine démocratie, Défis et obstacles au vote, Principes démocratiques, Relation entre les députés et les électeurs et Réforme électorale. On demandait ensuite aux participants de répondre aux deux questions suivantes en lien avec les sous-sujets choisis : quelles sont vos préoccupations par rapport à ce sujet et quelles sont vos recommandations pour le gouvernement à cet égard? Après deux séances de table ronde des plus productives, les participants ont pu échanger leurs points de vue avec le groupe et poser des questions à M. Holland.

Le présent rapport est un résumé des conclusions de chaque table ronde, de la rétroaction des participants et des commentaires soumis en ligne. Pour consulter les notes transcrites des deux tables rondes, consultez le site johnoliver.mp/electoral-reform/ [EN ANGLAIS SEULEMENT].

Démocratie inclusive

En ce qui concerne la démocratie incluse, les participants d'Oakville ont commencé par donner des exemples de groupes qui ont tendance à ne pas voter, y compris les communautés

éloignées, les jeunes, les personnes handicapées, les citoyens à faible revenu et les nouveaux Canadiens. Le groupe des sans-abri au Canada est également visé, car bon nombre de citoyens ne possèdent pas les pièces d'identité nécessaires pour satisfaire aux conditions de vote dans le système actuel. Qui plus est, les participants se préoccupent du fait que les femmes ne sont pas suffisamment représentées en politique, et que le ratio hommes-femmes parmi les candidats est souvent disproportionné. Selon les statistiques, seulement 41 % des femmes ont voté à l'élection de 2011; en 2015, malgré une amélioration modeste, ce sont seulement 60,5 % qui ont voté.

Voici quelques-unes des recommandations formulées par les participants à l'endroit du gouvernement : abaisser l'âge légal de voter à seize ans, accroître les efforts de sensibilisation et améliorer les ressources médiatiques autres que la télévision, en vue de rejoindre un public plus large (en particulier les jeunes et les nouveaux Canadiens) et la mise en œuvre du vote obligatoire pour s'assurer que chaque voix soit entendue. Il est important d'exploiter différents médias, car de nombreux Canadiens ne regardent pas la télévision canadienne et préfèrent syntoniser des chaînes étrangères qui ne traitent pas des enjeux électoraux au Canada. Les participants ont classé le vote obligatoire dans ce sujet, car cela forcerait les politiciens à tenir compte de tous les Canadiens, au lieu de ne cibler que des groupes spécifiques qui ont pour habitude de voter. Les participants sont également d'avis que la représentation proportionnelle permettrait d'améliorer le taux de participation électorale; ils croient que la représentation proportionnelle permettrait d'obtenir le pourcentage de représentation qui se rapprocherait le plus du résultat du vote populaire.

Saine démocratie

Pour ce sujet, les participants ont commencé par suggérer plusieurs indicateurs permettant de mesurer la santé de la démocratie. Certains des indicateurs énoncés comprennent l'inclusion de tous les Canadiens dans le système, le taux de participation des électeurs, l'accessibilité au vote, l'observation de résultats tangibles dans les collectivités visées par des promesses électorales et la transparence du système électoral. Les participants se disent préoccupés par les limites de dépenses pendant les campagnes, afin de lutter contre la corruption au gouvernement. L'autre grand thème abordé à cette table est la nécessité de faire preuve d'honnêteté après l'élection, c.-à-d. que les électeurs doivent avoir le sentiment que les partis qu'ils appuient transforment leurs idées en politiques.

Les participants ont également partagé leurs points de vue sur la démocratie idéale. Ils veulent que les Canadiens « les plus brillants et les plus talentueux » s'intéressent à la politique pour faire une différence dans notre pays, et que tous les Canadiens aient le sentiment que leur

voix puisse être entendue par ceux qui détiennent le pouvoir. Ils veulent qu'il règne une culture de civilité à la Chambre des communes, que les députés fassent preuve de respect entre eux lors des débats et que les parents se sentent à l'aise d'amener leurs enfants pour assister aux périodes de questions. Les participants s'intéressent également à la question des médias. L'honnêteté est très importante dans les médias et les participants sont d'avis qu'actuellement, la couverture médiatique du monde politique est trop axée sur le sensationnalisme.

Le groupe recommande au gouvernement de rehausser les possibilités d'apprentissage, dans les écoles et pour le public en général, sur les questions civiques (politique/gouvernement/démocratie). La démocratie « populaire » a été mentionnée à plusieurs reprises lors des discussions. Pour élaborer des politiques et se mobiliser, il faut commencer par le commencement. À cet égard, les participants recommandent d'accroître l'indépendance des associations locales de circonscription par rapport aux partis politiques. Enfin, en ce qui a trait aux consultations nationales sur la réforme électorale, les participants veulent que le gouvernement tienne les Canadiens au courant du processus et des recommandations formulées par le Comité spécial sur la réforme électorale.

Défis et obstacles au vote

Selon les participants, la géographie et la culture du Canada sont les principaux facteurs qui expliquent les nombreuses difficultés liées au vote dans notre système actuel. Ils croient que les nouveaux Canadiens se méfient de notre système électoral, que ce soit en raison de leur ignorance ou d'un manque d'éducation. Ils croient aussi que les exigences pour l'inscription des électeurs sont devenues trop coûteuses pour certains groupes, en particulier les étudiants universitaires qui vivent loin de la maison. Les autres difficultés générales sont que les Canadiens ont le sentiment de ne pas avoir le temps de porter attention à la politique et sont très cyniques à l'égard des politiciens.

En revanche, de nombreux obstacles se dressent devant les électeurs et ont un effet dissuasif dans le cadre de notre système actuel. Par exemple, les Canadiens qui vivent à l'étranger ne sont pas représentés dans le système actuel, et ce, même s'ils sont citoyens canadiens. La capacité de se rendre à un bureau de vote, en particulier dans les circonscriptions rurales, ainsi que le cas des personnes handicapées et qui ont des restrictions médicales, sont également des sources de préoccupation. Se projetant dans l'avenir, les participants se préoccupent du fait que le nouveau système électoral devra être facile à saisir et à comprendre.

Le groupe a formulé de nombreuses recommandations, notamment d'augmenter les possibilités d'éducation sur les élections et le gouvernement offertes aux immigrants, aux

étudiants et au public en général. Les participants aimeraient aussi que le gouvernement améliore la qualité de ses communications sur les médias sociaux. L'une des propositions formulées consiste à envisager l'introduction d'un système de vote électronique pour les enjeux « de moindre envergure » à tous les paliers de gouvernement.

Principes démocratiques

On a demandé aux participants du groupe de discussion sur les principes démocratiques de nous dire quelles devraient être les grandes lignes, d'un point de vue philosophique, du nouveau système électoral, et ce que ce nouveau système devrait amener aux Canadiens. Les thèmes les plus récurrents étaient la légitimité, l'accessibilité et la transparence. Les Canadiens veulent avoir le sentiment que leur vote est important et que le gouvernement tient compte de leurs valeurs et de leurs priorités. La légitimité comporte également l'aspect de la représentativité des députés qui siègent au Parlement – comme de nombreux participants l'ont souligné, les femmes représentent 50 % de la population canadienne, mais seulement 26 % de la Chambre des communes. Les Autochtones et les autres groupes minoritaires sont également sous-représentés. En matière d'accessibilité, les participants soulignent le fait que les élections doivent être facilement accessibles pour tous les citoyens canadiens, quels que soient leur lieu de résidence, leur langue ou leurs antécédents. Les citoyens devraient également avoir le sentiment de pouvoir communiquer avec leurs députés une fois l'élection terminée, afin de leur faire part de leurs points de vue et de leurs perspectives sur les enjeux importants. Finalement, l'accroissement de la transparence permettrait de s'assurer que tous les citoyens canadiens connaissent le système électoral et ont accès à de plus amples possibilités de formation générale en matière de politique et d'enjeux civiques.

Parmi ses recommandations au gouvernement, le groupe propose de changer le système électoral actuel. Les participants croient que le système majoritaire uninominal à un tour n'est pas représentatif de la majorité des gens et n'est pas équitable par rapport aux autres systèmes à l'étude. Pour garantir la représentation efficace des femmes au Canada, les participants suggèrent de fixer à 50 % la proportion obligatoire de femmes élues au Parlement. Pour améliorer l'accès, ils proposent d'envisager l'option du vote électronique, ainsi que d'établir davantage de bureaux de vote par anticipation. Pour aider les Canadiens à mieux comprendre notre système électoral, on propose de mettre davantage l'accent sur l'éducation – qui constitue le thème prépondérant du présent rapport. Le fait de demander aux candidats de fournir davantage de renseignements sur eux-mêmes pendant les élections permettrait également aux Canadiens de faire un choix plus éclairé au moment de voter. Les participants veulent que les Canadiens se réjouissent de nouveau à l'idée de pouvoir voter et ils veulent que

nous renforçons notre démocratie en nous améliorant sur les plans de la représentation et de l'intégrité.

Relation entre les citoyens et les députés

La représentation locale est un élément important pour les participants, mais la plupart d'entre eux ont le sentiment qu'il n'existe qu'un lien distant entre les députés et les personnes qu'ils représentent. Les participants veulent un accès plus direct à leur député. Dans l'un des exemples cités, on mentionne la possibilité de permettre aux citoyens de s'exprimer sur des questions d'ordre législatif à l'échelle locale – un peu comme l'outil interactif JohnOliver.mp. De nombreux électeurs demandent la tenue d'assemblées générales et plusieurs participants voient la rencontre de ce soir comme un pas dans la bonne direction en vue d'améliorer leur relation avec leur député. Les participants expriment leur frustration relativement à l'envoi de « lettres types » sur des enjeux qui les passionnent et au fait qu'en tant que contribuables, ils ont le droit d'être informés. Pour revenir à la représentation locale, les participants en sont venus au consensus que quel que soit le système choisi, **les circonscriptions doivent pouvoir compter sur un député local.**

Les recommandations au gouvernement pour ce sujet sont concises. L'élément le plus important qu'il faut retenir est que les députés devraient faire preuve d'une plus grande transparence dans leurs communications avec les électeurs. On encourage également les députés à utiliser les médias sociaux et d'autres modes de communication électronique pour consulter les électeurs, qui se sentent parfois déconnectés du processus politique actuel. De nombreux participants ont le sentiment que la distance qui sépare Ottawa et Oakville empêche les électeurs de voir ce que leur député fait pour eux et pour leur communauté. Les participants soulignent également la valeur des consultations dans la communauté, citant les deux assemblées générales qui ont eu lieu dans la circonscription d'Oakville durant l'été, ainsi que les séances de consultation en table ronde sur l'innovation et les affaires relatives aux anciens combattants.

Réforme électorale

En ce qui a trait à la réforme électorale, les participants ont abordé certains quelques-unes des propositions de changement visant le système électoral qui sont à l'étude par le Comité spécial sur la réforme électorale. Ces changements comprennent le vote obligatoire, le vote électronique et le vote pour les citoyens à l'étranger.

Pour ce qui est du vote obligatoire, les commentaires sont partagés. Les motifs en faveur du vote obligatoire comprennent une participation accrue au processus démocratique, l'obtention des résultats plus représentatifs aux élections, l'attente que les citoyens s'informeront par eux-mêmes ce qui, en retour, ferait d'eux des électeurs plus avertis, et le fait que l'acte de voter serait davantage considéré comme une responsabilité. À l'opposé, les motifs en défaveur du vote obligatoire sont que les électeurs mal informés annuleraient tout simplement leur vote ou voteraient sans avoir d'opinion, que les résultats seraient faussés par le vote des électeurs mal informés et qu'un vote « forcé » est moins significatif qu'un vote fait de son plein gré. L'un des groupes de participants se dit en faveur du vote obligatoire, d'autres penchent légèrement en faveur ou en défaveur et certains sont complètement contre l'idée.

Le vote électronique est considéré comme un autre outil de mobilisation. Toutefois, des précautions très strictes devront être mises en place pour prévenir la fraude. Citant la mise en œuvre du système de paie Phoenix, les participants s'entendent sur le fait que la conception et la mise en œuvre d'un système de vote en ligne devraient être confiées à des personnes de confiance et non au soumissionnaire le plus bas. La responsabilisation représente une autre préoccupation importante – les bulletins de vote papier laissent des traces, alors que les systèmes de vote électronique peuvent être victimes d'erreurs, ce qui est inacceptable quand il est question de démocratie. Les participants sont d'avis qu'il faudrait faire un compromis entre la sécurité et l'utilité d'un éventuel système de vote électronique. De nouveau, certains groupes sont fortement en faveur, certains sont totalement contre et d'autres sont indécis.

Le vote pour les citoyens à l'étranger a été bien accueilli dans l'ensemble, mais tous les groupes conviennent que les citoyens canadiens qui vivent à l'étranger ne devraient pas être représentés s'ils ne paient pas d'impôts au Canada. Dans un contexte de mondialisation croissante, les citoyens canadiens peuvent être appelés à vivre dans n'importe quel pays. Le fait de donner aux Canadiens qui vivent à l'étranger le droit de voter permettrait de tenir compte du caractère de plus en plus international du milieu des affaires moderne. L'un des groupes se préoccupe du fait que les contribuables qui vivent au Canada participent plus activement à l'avenir du pays et que les expatriés prendront le processus de vote moins au sérieux. Toutefois, le sentiment général qui se dégage de l'ensemble des groupes est que les citoyens du Canada, quel que soit l'endroit où ils vivent, devraient avoir le droit de participer à la démocratie canadienne.

Discussion de groupe

Après les séances de discussion en table ronde, nous avons laissé la parole aux participants qui souhaitaient partager leurs points de vue et leurs questions avec le reste de

l'assemblée et avec Mark Holland. Les commentaires recueillis ont fait écho aux points de vue exprimés pendant les séances de discussion en table ronde, mais il y a un élément qui est clairement ressorti : la circonscription d'Oakville veut que des changements soient apportés au système électoral actuel.

La représentation des femmes en politique est une autre des préoccupations importantes soulevées par les participants. Ces derniers croient que si on change le système électoral, la représentation des femmes et des groupes minoritaires augmentera à la Chambre des communes. L'autre thème prépondérant qui est ressorti de la discussion de groupe est que les Canadiens veulent avoir le sentiment que leur vote compte. De nombreux participants ont exprimé leur frustration à l'égard du vote stratégique et des gouvernements majoritaires trompeurs qui sont le produit de notre système électoral actuel. La participation des jeunes a été un autre thème récurrent – les participants croient que la modification du système actuel inciterait les jeunes à s'engager davantage, ce qui permettrait d'accroître la représentation par le biais de modèles comme celui de la représentation proportionnelle.

De nombreux autres participants ont formulé leurs opinions sur les systèmes électoraux à l'étude. Les participants sont fortement en faveur du système de représentation proportionnelle. Certains sont également en faveur du système de représentation proportionnelle mixte (SRPM) et du mode de scrutin à vote unique transférable (VUT). L'une des principales préoccupations relativement au SRPM et aux systèmes de représentation proportionnelle concerne la façon dont sont choisis les candidats figurant sur la « liste » – les citoyens d'Oakville sont clairement en faveur d'une approche locale pour la sélection des candidats.

Dans l'ensemble, **les citoyens d'Oakville croient fermement que la tenue d'un référendum n'est pas nécessaire et pourrait s'avérer dommageable pour la démocratie canadienne**, citant l'exemple de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne comme un indicateur de l'inefficacité des référendums.

Conclusions

Le 12 septembre, les résidents d'Oakville se sont rassemblés pour exprimer leurs préoccupations de manière constructive et réfléchie, ainsi que pour formuler des recommandations éclairées sur les sous-sujets proposés au Comité spécial sur la réforme électorale. Suite aux discussions, il est clair que la circonscription d'Oakville a des attentes plus élevées à l'égard du processus démocratique : transparence accrue pendant les élections, représentation accrue des femmes et des minorités, accès accru au vote dans les communautés

rurales et éloignées et un système plus représentatif des électeurs canadiens. Oakville est d'avis qu'il serait judicieux d'examiner les questions du vote obligatoire, du vote électronique et du vote des expatriés canadiens.

Les participants d'Oakville ont indiqué qu'ils veulent voir augmenter le taux de participation électorale à l'échelle du pays et qu'ils croient que la manière la plus efficace d'y parvenir serait d'éduquer les jeunes dès la huitième année, ainsi qu'en fournissant les ressources éducatives nécessaires aux nouveaux Canadiens et au public en général. En ayant une meilleure compréhension de leur démocratie, les Canadiens seront en mesure de participer à l'avenir du pays de manière plus éclairée.

Par-dessus tout, Oakville croit que la tenue d'un référendum sur la mise en œuvre d'un nouveau système électoral aurait seulement pour effet d'empêcher notre pays de se doter d'une démocratie plus inclusive et plus moderne, qui reflète les besoins et les souhaits des Canadiens d'aujourd'hui. L'assemblée générale sur la réforme électorale d'Oakville se termine sur une note positive et les participants sont convaincus que le gouvernement continuera d'aller de l'avant et changera la démocratie canadienne pour le mieux.

Veillez considérer la présente comme un exposé des points de vue des électeurs de la circonscription d'Oakville au Comité spécial sur la réforme électorale.

Soumis le 14 octobre 2016

John Oliver, député d'Oakville